

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

LE GROUPE CANADIEN SNC-LAVALIN, TRÈS PRÉSENT EN ALGÉRIE,
RATTRAPÉ PAR LES AFFAIRES

La Banque mondiale dépose une plainte pour «allégations de corruption»

Selon le journal québécois Presse Affaires, édition du 13 octobre 2011, la Banque mondiale suspend le financement d'un pont au Bangladesh dont le marché a été attribué au groupe canadien SNC-Lavalin. Ce n'est pas la première fois que SNC-Lavalin se trouve sous les feux de la rampe pour ses activités à l'étranger.

La Banque mondiale vient de suspendre le financement d'un pont au Bangladesh, le temps d'éclaircir des allégations de corruption impliquant SNC-Lavalin (T. SNC), plus importante firme d'ingénieurs québécoise. Le prêt de 1,2 milliard de dollars promis par la Banque mondiale (BM) doit financer le chantier du pont de 6,5 km, le plus long du pays. Dans son numéro du 8 octobre, le journal *Daily Star* de Dacca (capitale du Bangladesh) donne un aperçu de l'enquête réalisée par la BM. Des représentants d'une firme appartenant à un influent

ministre bangladais auraient eu des tractations avec des entreprises souhaitant construire le pont. Ces représentants auraient promis de leur accorder le contrat en échange de commissions. «Plus tôt cette année, le gouvernement du Bangladesh a envoyé une liste de cinq soumissionnaires préqualifiés à la BM, pour avoir son autorisation», indique le journal. «Parmi eux, le plus bas soumissionnaire était la société canadienne SNC-Lavalin. Néanmoins, la BM n'a pas encore approuvé la liste.

Les autorités canadiennes mènent une enquête de corruption sur SNC-Lavalin, à la suite d'une plainte déposée par la BM.»

Ce n'est pas la première fois que SNC-Lavalin se trouve sous les feux de la rampe pour ses activités à l'étranger

«Nous n'irons pas de l'avant avec le financement tant que nous ne serons pas pleinement satisfaits quant aux allégations de fraude et de corruption», a écrit la directrice de la BM pour le Bangladesh, dans un courriel envoyé à l'Agence France-Presse.

Le 1^{er} septembre, la Gendarmerie royale du Canada a exécuté des mandats de perquisition dans les bureaux de SNC-Lavalin de la région d'Oakville-Mississauga (près de Toronto, en Ontario), dans le cadre de cette enquête de corruption au Bangladesh. «Il n'y a pas de faits nouveaux de notre côté et nous n'avons été informés d'aucun résultat en lien avec l'enquête externe qui a eu lieu», a indiqué le 12 octobre la vice-présidente des communications de SNC, dans un courriel envoyé à «La Presse des affaires». «Nous poursuivons notre enquête interne, mais n'avons rien à déclarer pour le moment. Nous prenons cette situation très au sérieux puisque nous avons une politique de tolérance zéro à l'égard des comportements non éthiques.» Le groupe SNC-Lavalin s'est retrouvé au premier plan de l'actualité, il y a deux semaines, lorsque son grand patron, Pierre Duhaime, a critiqué le rapport Duchesneau sur la collusion et la corruption dans le secteur de la

construction au Québec. Ce rapport évoque le rôle des firmes de génie-conseil dans le système de collusion et de corruption. «Chez SNC-Lavalin, ça n'existe pas», a martelé M. Duhaime, sans préciser à quoi il faisait référence. Ce n'est pas la première fois que SNC-Lavalin se trouve sous les feux de la rampe pour ses activités à l'étranger.

En 2004, elle a été la première firme occidentale d'importance à être sanctionnée pour fraude par une grande agence internationale finançant le développement dans les pays pauvres. L'«Asian Development Bank», soutenue en partie par le gouvernement canadien, avait banni deux filiales de SNC-Lavalin de ses projets de développement, parce qu'elles avaient remis des documents mensongers visant à obtenir un contrat routier au Laos.

L'heureux bénéficiaire de la réalisation de Maqqam Echahid à Alger dans les années 80

En 2009, les autorités anticorruption de l'Inde ont accusé SNC-Lavalin et l'un de ses anciens dirigeants, à la suite d'une enquête de corruption pour des projets hydroélectriques. Selon le Central Bureau of Investigation, organisme indien chargé de lutter contre la corruption, l'ancien ministre de l'Énergie de l'État du Kerala a fomenté avec ses fonctionnaires «une conspiration criminelle avec un vice-président directeur de SNC-Lavalin» pour forcer l'attribution d'un contrat à la firme.

En février dernier, enfin, le journal électronique «RueFrontenac.com» a révélé que SNC-Lavalin avait obtenu un contrat de 275 millions de dollars du gouvernement du dictateur Mouammar Kadhafi pour construire une prison de 275 millions de dollars en Libye. SNC-Lavalin est très présent en Algérie.

Son plus gros marché remonte aux années 80 avec la réalisation de Maqqam Echahid et du Centre commercial attenant, du temps de Chadli Bendjedid et Larbi Belkheir, projet scandaleux qui a coûté plusieurs centaines de millions de dollars (à l'époque) au contribuable algé-

riens. Puis avec le 3^e choc pétrolier — effondrement des prix et endettement massif du pays —, SNC-Lavalin disparaît d'Algérie pour revenir vers la fin des années 90, à la faveur de la remontée des prix de l'or noir, et la firme canadienne gagne le gros lot en remportant d'énormes marchés en Algérie dans différents secteurs : centrales thermiques de Hadjret en Nouss et de Skikda ; projets hydrauliques : dessalement de la station Fouka, réalisation du barrage Taksebt-Koudiat Asserdoune ; infrastructures et bâtiments : l'hôtel El-Mithak ; le musée de l'Armée ; le Palais de la culture ; le hangar de maintenance et les bâtiments d'entretien d'Air Algérie ; l'autoroute Est-Ouest ; projets ferroviaires, etc. Pour rappel, en juillet 2009, SNC-Lavalin avait annoncé l'obtention d'un contrat pour les études de la construction de la ville de Hassi Messaoud, pour un montant de 312 millions d'euros ! Il est peu probable que le gouvernement algérien tienne compte de l'enquête pour allégations de corruption que mène la Banque mondiale contre SNC-Lavalin, pour réexaminer de plus près les conditions dans lesquelles cette firme a obtenu tous ces marchés en Algérie.

Ces deux dernières années, la Commission nationale des marchés publics a annulé plusieurs marchés attribués provisoirement à SNC-Lavalin ville de Hassi-Messaoud, pénétrante autoroutière Annaba - Souk-Ahras sur 220 km, projets ferroviaires, etc. Ces annulations peuvent être le début d'une piste pour mener l'enquête. Par ailleurs, cerise sur le gâteau, SNC-Lavalin fait partie des bailleurs de fonds de... l'ONG de lutte contre la corruption, Transparency International !

Il est urgent que cette dernière fasse le ménage, comme elle l'avait fait il y a quelques années contre un de ses plus gros contributeurs, la multinationale Siemens qui avait reconnu devant la justice avoir versé pour plus de 1,5 milliard de dollars de pots-de-vin entre 2001 et 2007, pour l'obtention de marchés un peu partout dans le monde.

Djilali Hadjadj

4^e Conférence des Etats-parties du 24 au 28 octobre à Marrakech

Le gouvernement algérien persiste-t-il dans son opposition à la mise en place de mécanismes internationaux de suivi de la Convention des Nations unies contre la corruption ?

La 4^e Conférence des Etats-parties de la Convention des Nations unies contre la corruption aura lieu au Maroc, à Marrakech, du 24 au 28 octobre 2011, l'occasion pour les pays qui ont ratifié cet instrument de faire le bilan de son application.

Il est fort probable que cette fois-ci encore, comme lors de la 3^e édition en novembre 2009 au Qatar, il n'y aura pas d'accord autour de la définition de mécanismes internationaux de surveillance de l'application de cette convention (voir le *Soir d'Algérie* des 9 novembre et 28 décembre 2009, rubriques archives du site Internet du journal : <www.lesoirdalgerie.com>). L'Algérie avait fait partie des 3 pays — avec le Pakistan et l'Égypte —, qui s'étaient opposés frontalement à l'élaboration de mécanismes efficaces, pays soutenus par la Russie et la Chine. Il est quasi certain que cette fois-ci, l'Égypte de l'après-Moubarak ne sera pas solidaire de l'Algérie et du Pakistan qui se retrouveront bien seuls et montrés du doigt. Affaire à suivre.

D. H.

TOUT EST PRÉTEXTE ET ALIBI POUR GÉNÉRALISER LES PRATIQUES DU «GRÉ À GRÉ»

Le ministre de la Santé annonce à Oran l'importation d'équipements médicaux «sans passer par des appels d'offres» !

La presse écrite avait fait état de la visite houleuse du ministre de la Santé le 11 octobre dernier à l'EHU d'Oran, hôpital qui devait être une référence pour les soins de haut niveau, mais dont la réalisation, le choix et l'installation des équipements médicaux lourds, et son inauguration avaient été émaillés de dysfonctionnements et toutes sortes de dérives. L'ire publique et médiatique du ministre avait pour cible un équipement de radiologie, une IRM, qui a coûté 15 milliards de DA aux contribuables algériens, et pour cause, en panne dès son installation.

À l'époque des faits, il y a quelques années dans ces colonnes, nous nous étions interrogés sur les conditions opaques dans lesquelles une firme espagnole avait remporté ce marché des équipements pour l'EHU d'Oran. Le ministre a déclaré lors de sa visite qu'«il faut mener une enquête sur la panne de l'IRM de l'hôpital 1^{er}-Novembre (EHU)» ! Attendons les résultats de

cette enquête, si enquête il y aura. Dans son élan, le ministre est revenu sur l'affaire des malades atteints de cancer et qui n'ont pas accès aux soins spécialisés (chimiothérapie et radiothérapie notamment), allant jusqu'à préconiser pour l'acquisition de médicaments et d'équipements spécialisés «leur importation vaille que vaille, «en urgence», sans passer par des appels d'offres, et cela en raison du fait qu'avec les cancéreux, il n'est pas permis d'attendre» ! Et que fait-on de la programmation et des prévisions afin qu'il n'y ait pas de pénurie et surtout pour qu'il y ait de la transparence pour la gestion de la commande publique ?

Tout ne doit pas être prétexte et alibi pour généraliser les pratiques du «gré à gré». Le calvaire et la souffrance des malades ne doit pas être une aubaine pour frauder et se remplir les poches illégalement.

D. H.